

**Torre A., Vollet D. (eds), 2016, *Partenariats pour le développement territorial*
Éditions Quæ, Collection « Update Sciences & technologies », 256 p.**

Présentation de l'ouvrage

Les méthodes, politiques et actions en faveur du développement des territoires ruraux et agricoles ne font aujourd'hui plus consensus. Elles sont confrontées à un double changement : d'une part des profondes mutations des espaces ruraux, avec une perte d'influence de l'agriculture et un partage de l'espace avec d'autres activités et d'autres acteurs ; d'autre part la reconnaissance des actions locales et de la possibilité de prise de parole de multiples parties prenantes des territoires. Ces changements conduisent à la mise en œuvre de nouvelles pratiques, fondées sur de nouvelles connaissances et de nouvelles formes de coordination entre acteurs.

La recherche peut apporter sa pierre aux changements en cours ainsi qu'aux politiques et actions en faveur de nouveaux modes de développement des territoires. Mais elle doit changer également : interdisciplinaire, construite en partenariat avec les acteurs pour pouvoir comprendre les situations particulières et déboucher sur des résultats et surtout des outils appropriables et co-construits.

L'ouvrage donne des pistes pour ces nouvelles formes de développement partenarial, avec implication de la recherche, à partir d'exemples concrets. Il permet aux acteurs d'envisager la manière d'utiliser les travaux de recherche, de s'y inscrire et d'en tirer des outils de pilotage. Pour les chercheurs, on y trouve des illustrations permettant de comprendre les nouveaux enjeux de développement des territoires ruraux et de l'agriculture et d'y répondre, ainsi que de mettre en œuvre des recherches en partenariat. Les praticiens y trouveront les bases méthodologiques et des exemples d'outils tout à fait pertinents pour repenser le développement territorial.

Son originalité se situe à un double niveau :

- a) les outils présentés ont été mis en œuvre dans le cadre de projets co-pilotés entre chercheurs et acteurs des territoires avec le soutien des collectivités territoriales (le programme « Pour et Sur le Développement Régional » (PSDR))
- b) les méthodes et moyens d'action relèvent de compétences biotechniques ou de sciences sociales, voire des deux à la fois.

La première partie de l'ouvrage, consacrée à la présentation de démarches de recherche au service du développement territorial, s'articule autour de cinq contributions très complémentaires.

Dans un premier chapitre, à partir d'une approche par les situations de gestion, Laurent Trognon met en perspective l'accompagnement du partenariat acteurs-chercheurs. La grille empirique d'analyse des situations de gestion constitue un outil au service des praticiens, pour cerner les moyens, les contraintes, les enjeux et les engagements de chacun. Elle incite les

partenaires à développer un certain pragmatisme au fil des expériences, ainsi qu'un apprentissage progressif. L'auteur montre que le partenariat acteurs-chercheurs peut contribuer activement au développement territorial (notamment à partir de celui mis en œuvre dans le programme PSDR). Pour lui, l'accompagner et le soutenir relève donc d'enjeux stratégiques pour les territoires.

Dans un deuxième chapitre, Sylvie Lardon, Christophe Albaladejo, Sophie Allain, Patrice Cayre, Pierre Gassel, Laurent Lelli, Pascale Moity-Maizi, Martine Napoleone et Jean-Pierre Theau montrent dans quelle mesure les dispositifs de Recherche-Formation-Action peuvent utilement nourrir les démarches de développement agricole et territorial en inspirant aux chercheurs de nouvelles pratiques. Dans de tels dispositifs, la formation constitue d'abord un processus de médiation entre chercheurs et acteurs du développement territorial. Les auteurs s'appuient sur la diversité des mises en œuvre de tels dispositifs, au sein du département INRA-SAD (Sciences pour l'action et le développement) pour montrer les différentes facettes théoriques et méthodologiques de cette approche. Ils caractérisent ainsi les implications des chercheurs dans la formation (initiale, continue, accompagnement d'acteurs de terrain). La typologie des pratiques de recherche-formation-action proposée débouche sur la mise en évidence de nouvelles compétences à développer par les praticiens de la recherche pour intervenir dans le développement agricole et territorial.

Dans un troisième chapitre, forts de leur expérience de l'observatoire du bassin de Thau, Philippe Lemoisson Jean-Philippe Tonneau et Pierre Maurel montrent en quoi un observatoire peut se révéler très utile pour penser et piloter l'action. Bien qu'il soit trop tôt pour évaluer l'observatoire en mesurant son impact vis-à-vis du suivi de l'action collective, son organisation en services informationnels garantit une capacité forte et rapide d'évolution, et ce à moindre coût. L'approche retenue est de plus aisément transférable dans d'autres contextes (le socle commun étant réutilisable). Trois ensembles de bénéfices ont d'ores et déjà été mis en évidence : économie dans les ressources dédiées à la production et au transfert d'information, capacité accrue d'animation au sein des territoires et gain en capacité d'anticipation pour adapter le plan d'action aux évolutions constatées sans attendre la fin du contrat.

Dans un quatrième chapitre Christophe-Toussaint Soulard, Hélène Rey-Valette, Eduardo Chia, Mathilde Pinto, Syndhia Mathe, Pierre Maurel, Laura Michel et Marie Ollagnon s'appuient sur leur expérience de co-construction d'un guide destiné à analyser la mise en œuvre de la gouvernance territoriale, pour tirer des enseignements plus généraux sur la participation des acteurs territoriaux. De nombreuses observations tendent à montrer le rôle structurant du guide pour accompagner une posture réflexive des différents acteurs. L'analyse dévoile un processus de double hybridation : réussir à mobiliser des acteurs et des chercheurs qui se retrouvent dans une communauté de pratiques, et en réunir d'autres qui *de facto* sont impliqués dans des alliances stratégiques. Cette approche aboutit à une caractérisation des difficultés du partenariat. Bien que les produits obtenus (guide et apprentissages en cours) aient eu une grande utilité dans le processus de développement territorial, il semble néanmoins que leur usage n'ait pas été suffisamment anticipé, ni même pensé au départ autrement que selon les cadres établis de type

formation, restitution ou séminaire. Il s'agit là d'enseignements précieux, au service de futurs projets de recherche partenariale.

Dans un cinquième chapitre, Nathalie Couix, Corinne Pardo et Jean-Marc Arranz tirent des enseignements plus généraux de deux démarches de diagnostic partagé de territoire (Diagnostic Mult Usage, DMU et Diagnostic Multi Sectoriel, DMS), développées au Pays Basque et sur les Causses du Quercy. Tandis que les DMU visent à valoriser l'ensemble des ressources du territoire pour contribuer à son développement, les DMS interrogent la possibilité de fonder un projet de développement global du territoire à partir du développement et de l'organisation d'une filière de production. Ces démarches de diagnostic partagé ont aussi visé à la mise en place d'habitudes de travail, dans le but de les faire perdurer au-delà du diagnostic en tant que tel. Elles aboutissent à des formes de gouvernance adaptative, qui sont en mesure de faire face aux évolutions effectives ou potentielles des compétences des différentes collectivités territoriales comme des tissus socio-professionnels et associatifs.

La seconde partie de l'ouvrage, qui se veut plus pratique, présente des méthodes et des outils co-construits entre partenaires de la recherche et des territoires, au sein de différents secteurs ou filières agricoles et forestiers, dans une perspective d'articulation forte avec des enjeux de développement territorial (foncier, paysage, etc.).

Dans le premier chapitre, Gérard Duc et ses co-auteurs analysent l'enjeu capital (au niveau local, national et international) de l'autonomie protéique des exploitations, à partir de la filière protéagineuse en Bourgogne, afin d'en tirer des conclusions plus générales sur son devenir, ses potentiels et ses verrous spécifiques. Un réseau de partenaires régionaux recherche-développement-enseignement-décideurs-producteurs-utilisateurs a été construit pour évaluer le potentiel d'une filière protéagineuse de territoire. L'analyse des résultats et des performances des systèmes de culture s'est appuyée sur des couples de systèmes de culture avec/sans protéagineux, conduits par des agriculteurs dans différents contextes pédo-climatiques, en utilisant différents modèles. Elle montre l'importance des facteurs abiotiques dans la limitation des rendements de protéagineux en Bourgogne, ainsi que la diminution des consommations énergétiques et l'obtention d'une balance azotée plus équilibrée grâce à la réduction des apports d'engrais azotés sur le protéagineux et la culture suivante. L'analyse de cycle de vie montre un bénéfice environnemental certain des systèmes de culture avec protéagineux, même si la faiblesse des surfaces, l'irrégularité des rendements et en donc l'incertitude de l'approvisionnement en protéagineux constituent un frein majeur à leur développement.

Dans un deuxième chapitre, Christophe Bisson Ingrid Guibey, Rémi Laurent et Pascal Dagon abordent une dimension d'analyse stratégique pour l'ensemble d'une filière (la filière lait en Normandie). Les auteurs partent du constat de la difficulté, pour la plupart des systèmes d'Intelligence Économique, de faire face à l'augmentation exponentielle des signaux (forts comme faibles), ce qui rend de plus en plus difficile leur captation. Pour répondre à cette difficulté, ils proposent un nouvel outil : le Système Stratégique de Signaux Précoces® (3SP), conçu et adapté au secteur du lait en collaboration avec la Chambre régionale d'agriculture de Normandie. Ce système d'intelligence économique territoriale, construit dans le cadre d'une

forme renouvelée de gouvernance, sera à même de renforcer la performance économique des acteurs des filières agricoles, en dotant les décideurs du monde agricole de nouveaux outils stratégiques d'aide à la décision pour leur permettre de faire face aux défis auxquels ils sont confrontés.

Dans un troisième chapitre, Didier Labat et Aurélien Péré se penchent sur les enjeux forestiers dans une zone sous influence urbaine. Ils proposent une méthode d'analyse conjointe des outils de politique forestière et de planification foncière. Pour mieux saisir les dynamiques de concurrences et de pressions sur les espaces forestiers au profit d'une artificialisation, ils ont procédé à une analyse de l'action publique sur le territoire des Landes de Gascogne, représentatif des tensions entre développements urbains et ruraux, suite aux tempêtes de 1999 et 2009. Une interprétation des dynamiques foncières sert de fondement pour proposer une lecture de ces tensions et des représentations qui participent de la mobilisation des outils de l'action publique. Celle-ci concerne aussi bien les espaces forestiers, dans le cadre des politiques de soutien à la filière forêt-bois, que les espaces urbanisés, dans le cadre de la planification urbaine communale et intercommunale. Afin de mieux maîtriser l'avenir de ces territoires et des filières forestières, ainsi que d'intégrer les stratégies de tous les acteurs, une mobilisation efficace des divers outils est suggérée.

Dans un quatrième et dernier chapitre, Claude Janin, Véronique Peyrache-Gadeau, Pierre-Antoine Landel, Loïc Perron, Dany Lapostolle, en collaboration avec Bernard Pecqueur, montrent dans quelle mesure une approche par les ressources territoriales peut contribuer à fonder une vision renouvelée des rapports entre économie et territoire. Pour cela, ils reprennent plus particulièrement les observations de deux études de cas : le Bleu de Vercors et la Châtaigne des Monts d'Ardèche. Deux dynamiques principales sont identifiées comme résultantes des processus d'activation des ressources territoriales : la construction des spécificités territoriales et leur appropriation par les acteurs. Selon leurs degrés d'activation, l'analyse de ces processus permet d'identifier les modes de développement en jeu, allant d'une localisation des activités économiques à de réelles démarches d'apprentissages collectifs. Les dynamiques collectives d'acteurs sont au cœur des démarches de construction de ressources territoriales. L'approche par les ressources se fonde sur une évaluation des dynamiques d'acteurs possibles autour de stratégies de différenciation, de spécification et d'appropriation. Elle peut constituer un outil utile pour éclairer les choix des acteurs dans une vision dynamique et fondée sur les valeurs qu'ils attribuent aux objets de leur territoire.

Après avoir exposé les outils propres à certains secteurs, il nous a semblé stratégique, dans la troisième partie de l'ouvrage, d'aborder des outils mobilisables au service d'un ensemble d'enjeux territoriaux.

Dans un premier chapitre, Sylvie Lardon, Salma Loudiyi et Caroline Maury tirent des enseignements plus généraux de la mise en place d'ateliers participatifs lors de la mise en œuvre du SCoT du Grand Clermont. Dans ce chapitre, les auteurs visent à dégager les questions posées par l'introduction de démarches participatives dans un processus de planification territoriale et du rôle de la formation dans un partenariat chercheurs-acteurs. Cet exercice de

prospective du présent a réclamé, de la part des chercheurs, des apports théoriques de différents ordres : modèles spatiaux pour donner à voir les dynamiques du territoire, formalisation des représentations et des perceptions des acteurs dans un référentiel générique, et enfin conception d'itinéraire méthodologique adapté aux situations d'actions.

Dans un deuxième chapitre, Lynda Aissani A. Collet, T. Bioteau, F. Laurent et Fabrice Béline abordent un enjeu environnemental renvoyant à des enjeux sectoriels et territoriaux forts, celui de la méthanisation des résidus organiques. La méthanisation collective, qui connaît un véritable essor depuis une décennie en France, semble représenter une solution durable permettant de valoriser des résidus organiques, produire de l'énergie renouvelable, créer de la valeur économique et favoriser des liens entre acteurs institutionnels et économiques. Pour s'en assurer et promouvoir les meilleures configurations d'insertion de telles unités sur le territoire, les auteurs montrent, à partir de l'exemple d'un territoire breton (le Coglais), que le recours à une évaluation environnementale telle que l'Analyse du Cycle de Vie est nécessaire mais pas suffisant. Son utilisation doit être complétée par des outils de modélisation des systèmes via le couplage d'un Modèle Conceptuel de Données et des Systèmes d'Information Géographique.

Dans un troisième chapitre, Emilia Chantre Laurence Guichard, Marie Gisclard, Stéphanie Nave et Florence Jacquet proposent une démarche de co-construction de scénarios à l'échelle d'aires d'alimentation de captages, pour appuyer l'élaboration de plans d'actions agricoles en vue d'améliorer la qualité de l'eau. L'apport principal de la démarche Co-click'eau I est de participer de la maîtrise des processus de pollutions agricoles ayant des conséquences sur la qualité de l'eau pour les acteurs du territoire. Les exemples présentés (dans les régions Centre, Nord-Pas de Calais et Haute-Normandie) montrent comment les différents acteurs du territoire s'emparent des scénarios pour trouver une solution à la protection de la qualité de l'eau. Bien que la démarche proposée permette de stimuler une dynamique territoriale préexistante, elle est incapable de l'amorcer dans les situations quand elle n'existe pas. Toutefois, même lorsque la démarche ne permet pas d'aboutir à des plans d'actions spécifiquement définis au regard des enjeux du territoire, elle suscite un dialogue et un partage des connaissances techniques locales. Le déroulement satisfaisant de la démarche est étroitement lié à l'expression de tous les acteurs de l'Aire d'Alimentation de Captage.

Dans un quatrième chapitre, Laurent Lelli Philippe Sahuc, Sylvie Lardon et Juliette Gansinat tirent parti de leur expérience des « tréteaux du paysage », dans le Parc Naturel Régional des Causses du Quercy, pour montrer comment il est possible d'accompagner la mise en œuvre d'une politique publique du paysage par l'animation territoriale. Les « tréteaux du paysage » consistent en une démarche d'animation entre un établissement d'enseignement supérieur (l'ENFA de Toulouse) et le Parc Naturel Régional des Causses du Quercy (PNRCQ), dans le département du Lot. Elle avait pour objectif de convier, en un lieu donné, des habitants, des élus, des représentants institutionnels des services de l'Etat, des professionnels de l'aménagement ainsi que des habitants du territoire, à réfléchir ensemble au devenir des paysages. Pour le PNRCQ, le dispositif visait à préparer le territoire et ses acteurs à participer à la définition des enjeux paysagers et des actions qui devaient s'inscrire dans la Charte

paysagère. Cette démarche a véritablement constitué une occasion d'apprentissage mutuel et un champ nouveau d'expertise partenariale.